

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 16 décembre 2020

Objet n° 15 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: Mme Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente; M. Vincent Vanhalewyn, Échevin; M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, Échevine; M. Michel De Herde, Échevin; M. Frederic Nimal, Mmes Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, MM. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mme Lorraine de Fierlant, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksai, Ibrahim Dönmez, Abobakre Bouhjar, Mme Angelina Chan, MM. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mmes Sophie Querton, Done Sonmez, Fatiha El Khattabi, MM. Arnaud Verstraete, Matthieu Degrez, Mmes Claire Geraets, Leila Lahssaini, Myriam Boxus, M. Youssef Hammouti, Mmes Fatima Ben Abbou, Leticia Sere, Lucie Petre, MM. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkouï, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, MM. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Mamadou Bah, Conseillers communaux; M. Kevin LIKAJ, conseiller communal; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: MM. Taoufik Ben addi, Elyass EL YAKOUBI, Conseillers communaux.

#Objet : Taxe sur la mise à disposition et location de chambres et appartements - Exercices 2021 à 2025 – Modification et renouvellement #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 25 voix contre 7 et 13 abstention(s).

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution qui consacre l'autonomie fiscale des Communes sous réserve des exceptions légales.

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1^{er} et l'article 118, alinéa 1^{er} ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière des taxes communales, telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2007 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique ;

Vu sa délibération du 25 janvier 2017 votant le règlement taxe sur la mise à disposition et location de chambres et appartements pour les exercices 2017 à 2021;

Vu la situation financière de la Commune ;

Vu la nécessité pour la Commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 NLC, lequel impose aux communes de réaliser l'équilibre budgétaire ;

Vu la nécessité pour la Commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la tranquillité, la sécurité et la propreté publiques ;

Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie ;

Considérant que les propriétaires et les utilisateurs des ces chambres et appartements, qu'ils résident ou non sur le territoire de la Commune, peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à disposition résidant ou non sur le territoire de la Commune, en ce compris de ses voiries et parcs, et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine pour les propriétaires de ces chambres et appartements ;

Considérant de plus que les logements meublés sont le plus souvent destinés à être occupés de façon provisoire et, par la même occasion, à changer fréquemment de locataires : ce qui implique, par ailleurs, des emménagements et déménagements successifs de nature à créer des désagréments pour le voisinage ;

Considérant que la non-inscription en résidence principale en découlant entraîne l'impossibilité pour la Commune de bénéficier de la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques concernant des logements pourtant occupés ;

Considérant que l'exploitation de chambres dans des pensionnats et autres établissements d'instruction, des cliniques et des organismes poursuivant un but philanthropique ou d'intérêt social ne poursuit pas un but lucratif ;

Considérant qu'il importe de promouvoir le développement d'un habitat groupé intergénérationnel qui favorise les échanges entre générations et la solidarité entre les différents habitants;

Considérant que ce règlement vise entre autre à favoriser la cohabitation intergénérationnelle en ne taxant les propriétaires de chambres d'étudiants qu'à partir d'une deuxième chambre ;

Considérant qu'en effet, cette mode de colocation permet de renforcer le lien intergénérationnel et de promouvoir la solidarité étudiants/seniors, et que ce système est un bon remède contre l'isolement et la solitude des personnes âgées et contre la précarité des conditions de vie des étudiants, dans la mesure où il propose à ceux-ci un logement à bas prix.

Considérant qu'une simplification de la procédure de déclaration est appropriée afin de réduire la charge administrative pour le contribuable et les services communaux;

Vu, pour le surplus, les rapports du Collège des Bourgmestre et Echevins des 13 octobre, 10 et 24 novembre 2020 et le dossier administratif ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

A R R E T E :

Article 1

Il est établi pour les exercices 2021 à 2025 une taxe communale sur la mise à disposition et location de chambres et appartements et chambres pour étudiants.

Article 2

Au sens du présent règlement, il faut entendre :

« Chambre et/ou appartement » : le logement mis à la disposition d'autrui, à titre gratuit ou non, garni d'un ou plusieurs meubles par une personne autre que le locataire, même différente du propriétaire ou du locataire principal du bien immobilier, et même si une partie des meubles est la propriété du locataire.

« Chambre pour étudiants » : le logement privé, meublé ou non, dont les occupants, ou les personnes qui pourraient les occuper sont des étudiants dont la qualité doit être prouvée annuellement par la production d'une attestation écrite, délivrée par les autorités académiques. Ils doivent être élèves réguliers ou libres dans un établissement d'enseignement supérieur (cours de jour).

Lorsque le logement est occupé par plusieurs personnes (étudiants) dont chacun dispose d'un espace privatif, chaque espace privatif est considéré comme une chambre.

Article 3

Les taux annuels par chambre et/ou appartement fixés au 1^{er} janvier 2021 seront majorés au 1^{er} janvier de l'année suivante au taux de 2% conformément aux tableaux ci-dessous :

	Catégorie	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024	Exercice 2025
Taux 1	chambre et/ou appartement garnis	555,00 €	566,10 €	577,42 €	588,97 €	600,75 €
Taux 2	La seconde chambre pour étudiant	185,00 €	188,70 €	192,47 €	196,32 €	200,25 €
Taux 3	A partir de la troisième chambre pour étudiant	370,00 €	377,40 €	384,95 €	392,65 €	400,50 €

Le montant global de la taxe est calculé en fonction du nombre de chambres susceptibles d'être mise à disposition à la date du 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition.

Article 4

La taxe est due par la personne physique ou morale, sous quelque forme que ce soit, qui donne les logements en location. Elle est due pour l'année entière et est indivisible.

Article 5

Sont exonérés de la taxe :

- toute installation qui pourvoit à l'hébergement de touristes, soumise à l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique (aussi appelée « City Tax ») ;
- la première chambre d'étudiant à l'adresse de taxation ;
- les pensionnats et autres établissements d'instruction, les cliniques et tous les organismes poursuivant un but philanthropique ou d'intérêt social, ainsi que tout autre établissement similaire ;
- le propriétaire, les copropriétaires à titre solidaire ou l'usufruitier qui développent un habitat groupé intergénérationnel sur base d'une demande d'exonération introduite auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 6

§1^{er} - Pour un exercice d'imposition donné, le contribuable est tenu de remettre à l'Administration communale une déclaration. Il peut aussi remplir cette déclaration via son espace personnel sur le site de l'Administration communale.

§2 - Toutefois, l'Administration communale peut dispenser un contribuable de l'obligation de déclaration et lui envoyer une proposition de déclaration. Cette proposition mentionne la base imposable ainsi que tous les renseignements et données qui ont été pris en considération.

§3 - Si, dans la proposition de déclaration figurent des inexactitudes ou des omissions, ou si les données pré imprimées ne correspondent pas à la base imposable, le contribuable est tenu, dans un délai de 15 jours après l'expédition de la proposition de déclaration, de soumettre à l'Administration la proposition de déclaration dûment corrigée, complétée, datée et signée.

C'est au contribuable de prouver qu'il / elle a déposé dans les délais la proposition de déclaration (corrigée ou complétée).

Si la proposition de déclaration ne contient pas d'inexactitudes ou d'omissions et que les données imprimées correspondent au statut fiscal, le contribuable ne doit pas retourner la proposition de déclaration.

§4 - La proposition de déclaration, complétée par les éléments que le contribuable a signalé dans le délai visé au §3, vaut déclaration. Toutefois, lorsque le contribuable n'a pas respecté l'obligation visée au §3, alinéa 1^{er}, la proposition de déclaration est assimilée à une déclaration inexacte ou incomplète.

§5 - Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration ou de proposition de déclaration a l'obligation d'en réclamer une et est tenu de la renvoyer, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année de l'exercice considéré.

§6 - La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration et la renvoyer, dûment complétée et signée, à l'Administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, le nouveau formulaire de déclaration sert de base aux enrôlements ultérieurs et vaut révocation expresse de la formule de déclaration précédente.

Article 7

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle de sa déclaration notamment en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seront réclamés à cet effet. En cas de non remise de document, d'absence de coopération ou d'empêchement du contrôle fiscal par le contribuable ou par un tiers, une amende administrative de 50€ sera imposée. Cette amende sera établie et recouvrée selon les mêmes règles que celles prévues aux articles 9 à 11 du présent règlement.

Article 8

L'absence de déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable

entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la Commune dispose. Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à la moitié de la taxe due.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. Le contribuable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'Administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai, le contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Article 9

La taxe est recouvrée, soit via son espace personnel sur le site de l'Administration communale, soit par paiement électronique au compte de la Commune.

Article 10

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

La taxe enrôlée est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'Administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

Article 11

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 12

§1^{er} - Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

§2 - Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception sera notifié dans les 15 jours après l'envoi ou du dépôt de la réclamation.

§3 - Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Article 13

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021 et remplace le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 25 janvier 2017.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 16 décembre 2020.

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



La Bourgmestre ff-Présidente,



Cécile JODOGNE

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 16 december 2020

Voorwerp nr 15 van de agenda

AANWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, wvd Burgemeester-Voorzitter; H. Vincent Vanhalewyn, Schepen; H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Adelheid Byttebier, Schepene; H. Michel De Herde, Schepen; H. Frederic Nimal, Mevr. Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, HH. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mevr. Lorraine de Fierlant, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksai, Ibrahim Dönmez, Abobakre Bouhjar, Mevr. Angelina Chan, HH. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mevr. Sophie Querton, Done Sonmez, Fatiha El Khattabi, HH. Arnaud Verstraete, Matthieu Degrez, Mevr. Claire Geraets, Leila Lahssaini, Myriam Boxus, H. Youssef Hammouti, Mevr. Fatima Ben Abbou, Leticia Sere, Lucie Petre, HH. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkou, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, HH. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Mamadou Bah, Gemeenteraadsleden; H. Kevin LIKAJ, Gemeenteraadslid; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: HH. Taoufik Ben addi, Elyass EL YAKOUBI, Gemeenteraadsleden.

**#Objet : Belasting op het ter beschikking stellen en de verhuur van kamers en appartementen - Aanslagjaren 2021 tot 2025 –
Hernieuwing en wijziging #**

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 25 stem(men) tegen 7 en 13 onthouding(en).

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2007 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies;

Gezien het raadsbesluit van 25 januari 2017 betreffende de belasting op het ter beschikking stellen en de verhuur van kamers en appartementen, goedgekeurd voor de aanslagjaren 2017 tot 2021;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Gezien de noodzaak voor de Gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan en de vereisten van artikel 252 NGW, welke de gemeenten verplicht een begroting in evenwicht te realiseren;

Gezien de noodzaak voor de Gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare rust, - veiligheid en - netheid te waarborgen;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Overwegende dat de eigenaren en gebruikers van deze kamers en appartementen, al dan niet verblijvend op het grondgebied van de Gemeente, kunnen genieten van alle gemeentelijke faciliteiten op het grondgebied van de Gemeente of ze er verblijven of niet, met inbegrip van de wegen en parken, en dat deze voordelen een zekere meerwaarde zijn voor de eigenaren van deze kamers en appartementen;

Overwegende bovendien dat de gemeubelde verblijven meestal bestemd zijn voor voorlopige bezetting en, bij dezelfde gelegenheid, regelmatig van huurder veranderen: wat bijgevolg met zich meebrengt dat de opeenvolgende betrekkingen en verhuizingen ongemakken voor de buurt veroorzaken;

Overwegende dat de niet-inschrijving als hoofdverblijf het voor de Gemeente onmogelijk is te kunnen genieten van de aanvullende belasting op de personenbelasting, voor verblijven die nochtans bewoond zijn;

Overwegende dat de uitbating van kamers in internaten en andere onderwijsinstellingen, in ziekenhuizen en organisaties met een filantropische of maatschappelijk belang, geen winstgevend doel tot gevolg hebben;

Overwegende het belang tot het bevorderen van de ontwikkeling van een intergenerationeel samenwonen die de uitwisseling tussen generaties en de solidariteit tussen de verschillende mensen bevordert;

Overwegende dat dit reglement overigens ook tot doel heeft het intergenerationele samenwonen aan te moedigen, door de eigenaars van studentenkamers slechts te belasten vanaf een tweede kamer;

Overwegende dat deze vorm van samenwonen de band versterkt tussen de generaties en bevordert de solidariteit studenten/senioren, en dat dit systeem een goede remedie is tegen de isolatie en eenzaamheid van de ouderen en tegen de preciaire levensomstandigheden van student, in de mate zij hen een goedkope huisvesting aanbieden.

Overwegende dat een vereenvoudiging van de aangifteprocedure aangewezen is ten einde het administratief werk van zowel de belastingplichtige als van de gemeentelijke diensten te verminderen;

Gelet bovendien, op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 oktober, 10 en 24 november 2020 en het administratief dossier;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1

Er wordt voor de aanslagjaren 2021 tot 2025 een belasting gevestigd op het ter beschikking stellen en de verhuur van kamers en appartementen en studentenkamers.

Artikel 2

In de zin van dit reglement, dient te worden verstaan:

“Kamers en/of appartementen”: de logies beschikbaar gesteld aan anderen, al dan niet gratis, voorzien van één of meerdere meubels door een persoon andere dan de huurder, zelfs verschillend van de eigenaar of van de voornaamste huurder van het onroerend goed, en zelfs indien een deel van de meubels eigendom is van de huurder;

“Studentenkamer”: is een al dan niet gemeubelde privé-woning, waarvan de bezetters of de personen, die deze zouden kunnen bezetten, student zijn, waarvan de hoedanigheid jaarlijks bewezen moet worden door het voorleggen van een geschreven getuigschrift afgeleverd door de academische overheden, waaruit blijkt dat zij als regelmatige of vrije leerling ingeschreven zijn in een inrichting van hoger onderwijs (dagcursussen).

Indien een woning betrokken wordt door verschillende personen (studenten), die elk over een private ruimte beschikken, wordt elke private ruimte beschouwd als een kamer.

Artikel 3

De jaarlijkse aanslagvoeten per kamer en/of appartement vastgesteld op 1 januari 2021 zullen op 1 januari van het volgende jaar worden verhoogd met 2% volgens onderstaande tabel:

	Categorie	aanslagjaar 2021	aanslagjaar 2022	aanslagjaar 2023	aanslagjaar 2024	aanslagjaar 2025
<u>Voet 1</u>	Gemeubelde kamer en/of appartement	555,00 €	566,10 €	577,42 €	588,97 €	600,75 €
<u>Voet 2</u>	De 2 ^{de} Studentenkamer	185,00 €	188,70 €	192,47 €	196,32 €	200,25 €
<u>Voet 3</u>	Vanaf de 3 ^{de} Studentenkamer	370,00 €	377,40 €	384,95 €	392,65 €	400,50 €

Het globale bedrag van de belasting wordt berekend volgens het aantal kamers dat op datum van 1 januari van het aanslagjaar kunnen beschikbaar worden gesteld.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke persoon of rechtspersoon, onder welke vorm of benaming ook, die de logies verhuurt en in zijn geheel voor het hele jaar.

Artikel 5

Zijn van de belasting vrijgesteld:

- iedere instelling dat onderdak biedt aan toeristen, onderworpen aan de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies (ook “City Tax” genoemd)
- de eerste studentenkamer op de aanslagplaats;
- de internaten en andere onderwijsinstellingen, klinieken en alle andere organismen die een doel van menslievendheid of maatschappelijk nut nastreven, alsook iedere soortgelijke instelling;
- de eigenaar, de hoofdelijk aansprakelijke mede-eigenaars of vruchtgebruiker die een intergenerationeel gemeenschappelijk samenwonen ontwikkeld, dit op basis van een verzoek om vrijstelling ingediend bij het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 6

§1 - Voor een welbepaald aanslagjaar, is de belastingplichtige ertoe gehouden aangifte te doen bij het Gemeentebestuur. Hij kan deze aangifte ook doen via zijn persoonlijke ruimte op de website van het gemeentebestuur.

§2 - Echter, het Gemeentebestuur kan een belastingplichtige vrijstellen van de verplichting tot aangifte en hem een voorstel van aangifte toesturen. Dit voorstel vermeldt de belastbare grondslag alsook alle informatie en gegevens die in aanmerking zijn genomen.

§3 - Indien op het voorstel van aangifte onjuistheden of onvolledigheden zijn vermeld of indien de voorgedrukte gegevens niet overeenstemmen met de belastbare toestand, moet de belastingplichtige het voorstel van aangifte binnen de termijn van 15 dagen na verzending, gedag- en ondertekend indienen bij het Gemeentebestuur, met een duidelijke en volledige vermelding en opgave op het voorstel van aangifte van de correcte gegevens en/of alle verbeteringen of aanvullingen. Het is de belastingplichtige die dient te bewijzen dat hij/zij het (verbeterd of vervolledigd) voorstel van aangifte tijdig indiende.

Indien het voorstel van aangifte evenwel geen onjuistheden of onvolledigheden bevat en alle voorgedrukte gegevens stroken met de belastbare toestand, moet de belastingplichtige het voorstel van aangifte niet indienen bij het Gemeentebestuur.

§4 - Het voorstel van aangifte, aangevuld met elementen door de belastingplichtige binnen de periode bedoeld in §3, geldt als aangifte.

Echter, wanneer de belastingplichtige niet heeft voldaan aan de in §3, 1^{ste} alinea beoogde verplichting, wordt de voorgestelde aangifte beschouwd als een onjuiste of onvolledige verklaring.

§5 - De belastingplichtigen die geen aangifteformulier of voorstel van aangifte ontvangen hebben, worden verzocht er één te vragen en zijn ertoe gehouden deze terug te sturen, behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van het desbetreffende aanslagjaar.

§6 - De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren, tot herroeping.

In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen en deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de Gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Onverminderd de bepalingen van deze verordening, de nieuwe aangifte vormt de basis bij de volgende inkohierungen en herroept uitdrukkelijk het vorige aangifteformulier.

Artikel 7

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de controle van zijn aangifte te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van

alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Bij het niet voorleggen van documenten, gebrek aan medewerking of verhinderen van de fiscale controle door de belastingplichtige of een derde, wordt een administratieve geldboete opgelegd van 50€. Deze boete wordt gevestigd en ingevorderd volgens dezelfde regels als voorzien in de artikels 9 tot 11 van dit reglement.

Artikel 8

Bij het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd op basis van de gegevens waarover de Gemeente beschikt. In dit geval zal de ingekohierde belasting worden verhoogd met het bedrag gelijk aan de helft van de verschuldigde belasting.

Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het Gemeentebestuur per aangetekend schrijven, de motieven betrekken aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. De belastingplichtige is ertoe gehouden het bewijs leveren van de juistheid van de door hem aangevoerde elementen.

Het Gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigt.

Artikel 9

De belasting is te voldoen, hetzij via de persoonlijke ruimte op de website van het Gemeentebestuur, hetzij per elektronische betaling op rekening van de Gemeente.

Artikel 10

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

De ingekohierde belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

Artikel 11

De belasting is door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 12

§1 - De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar schriftelijk indienen tegen de geheven belasting, alsook alle verhogingen of boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet vermelden: de naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld alsook het onderwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van feiten en middelen.

§2 - De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van nietigheid, binnen de termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Van het bezwaarschrift zal schriftelijk ontvangst bericht worden binnen de 15 dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

§3 - Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vragen in zijn bezwaarschrift

Artikel 13

Dit onderhavige reglement treedt in voege op 1 januari 2021 en vervangt het reglement goedgekeurd door de Gemeenteraad van 25 januari 2017.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 16 december 2020.

De Gemeentesecretaris,



David NEUPREZ



De wvd Burgemeester-Voorzitter,



Cécile JODOGNE